

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !



N°71 JUILLET-AOÛT
2023

Fondée le 1^{er} mai 1968
Relancée en 2010

La Cause du peuple

causedupeuple.org

JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE



Là où il y a oppression,
il y a **résistance**

ACTUALITÉS NATIONALES

**Révoltes des banlieues :
qui sème le vent récolte
la tempête !**

P. 4

INTERNATIONAL

**Grande lutte au
Manipur contre l'État
réactionnaire indien**

P. 11

CULTURE PROLÉTARIENNE

**Jul : depuis Marseille,
des milliers de sons
pour la classe ouvrière**

P. 22



EN UNE

Troisième nuit d'émeutes après la mort de Nahel. Marseille, 29 juin 2023.

Photo de Jean Kader (@jeankader_ sur Instagram).

FORMULE D'ÉTÉ

Pour le numéro de juillet/août, la Cause du Peuple est étendue de quatre pages ! Retrouvez au centre du journal un poster original !

ÉDITO

La lutte de classes ne peut plus être niée

C'est comme une évidence. À un rythme accéléré, les luttes et les révoltes continuent, s'étendent, se succèdent. L'État bourgeois n'a pas connu de répit depuis janvier : le mouvement contre la réforme des retraites, le 1^{er} mai, les grèves comme à Vertbaudet et, au tournant de l'été, les grandes révoltes contre le meurtre de Nahel par la Police Nationale à Nanterre.

Qui peut nier la lutte de classes ? Personne, et c'est bien ce qui ressort des enquêtes d'opinion, où son existence s'impose à tous. La France est traversée par de fortes contradictions, qui sont l'expression de la crise de l'impérialisme français. Si la situation est tempétueuse partout dans le monde, comme en Palestine, en Ukraine, en Russie ou au Manipur, la France ne fait pas exception.

La bourgeoisie l'a bien compris. À travers ses réformes, elle répond à ses propres besoins de restructuration de l'État et, pour cela, elle renforce aussi son épine dorsale, c'est-à-dire ses forces armées. Ainsi, il n'y a pas de hasard si la police prend une place centrale dans la répression d'État, si les dispositifs atteignent à nouveau les niveaux des plus chaudes journées de l'hiver 2018-2019, où des Gilets Jaunes défiaient, conscients, l'État bourgeois.

Alors oui, c'est vrai, la classe bourgeoise est bien consciente de la lutte de classes : elle n'a jamais cessé de la mener, consciemment, dans la direction qui lui était avantageuse. Combien de fois a-t-elle cru avoir écrasé l'esprit de combat du prolétariat et des masses ? Depuis ces

journées de juin 1848, il y a 175 ans, où les ouvriers de Paris se sont dressés en barricades... avant que la troupe bourgeoise ne les exécute par milliers.

Aujourd'hui encore, l'oppression entraîne la résistance, l'existence de classes opposées conduit à leur lutte acharnée. N'ayons pas peur de la tournure que prennent les événements, ne nous résignons pas à jouer à leur jeu et à danser à leur rythme. Souvenons-nous des paroles du grand poète Bertolt Brecht qui écrivait en 1934 dans une Allemagne temporairement conquise par le nazisme :

*« L'injustice aujourd'hui s'avance d'un pas sûr.
Les oppresseurs dressent leurs plans pour dix mille ans.*

La force affirme : les choses resteront ce qu'elles sont.

[...]

Qui donc ose dire : jamais ?

De qui dépend que l'oppression demeure ? De nous.

De qui dépend qu'elle soit brisée ? De nous.

Celui qui s'écroule abattu, qu'il se dresse !

Celui qui est perdu, qu'il lutte !

Celui qui a compris pourquoi il en est là, comment le retenir ?

Les vaincus d'aujourd'hui sont demain les vainqueurs

Et jamais devient : aujourd'hui. »

Brecht, *Éloge de la dialectique*

SOMMAIRE

- 4 Le meurtre de Nahel entraîne des révoltes : qui sème le vent récolte la tempête !
- 6 L'accélération de la crise du logement en France
- 7 Sous couvert d'éducation populaire, l'exploitation dans les colonies de vacances
- 8 Gloire aux grévistes de Vertbaudet !
- 9 Retour du Front uni de l'hôtellerie-restauration sur son action du 12 juin à Nantes
- 11 Grande lutte au Manipur contre l'État réactionnaire indien
- 16 Théorie : À propos des mouvements de libération nationale
- 18 Symposium International pour Ibrahim Kaypakkaya, en Autriche
- 20 Clara Zetkin, dirigeante du mouvement ouvrier
- 22 Jul : depuis Marseille, des milliers de sons pour la classe ouvrière
- 23 *L'île Rouge*, récit naïf de la décolonisation

la Cause du peuple

est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire. Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause_du_Peuple) et par mail : causedupeuple@protonmail.com

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

1 VICHY : LES THERMES CALLOU PARALYSÉES PAR LA GRÈVE

Dans les volcans d'Auvergne, l'éruption est proche! Dans les Thermes Callou, une série de bains et de bâtiments pour les cures thermales à Vichy, une centaine d'employés ont fait grève à la mi-juin. Ils dénoncent des conditions de travail « déplorables depuis 2019 » et une situation de précarité. Leur grève est illimitée. Une gréviste dénonce : dans les cures de Vichy, on peut rester 11 ans en CDD au SMIC! Les négociations annuelles obligatoires (NAO) pour les salaires sont également en cours.

2 MANCHE : CHEZ ORANO RECYCLAGE, LA GRÈVE CONTRE LE RYTHME DE TRAVAIL ÉPUISSANT

Pendant plus d'un mois et demi, les salariés d'Orano Recyclage ne sont pas venus au travail le week-end. Bizarre, le site est pourtant censé être ouvert! 60% des salariés boycottent le rythme infernal en 5x8. Les équipes alternent 2 matins, 2 après-midis, 2 nuits, puis du repos, pour une prime de 500 €. Cette prime ne compense pas toutes les perturbations du sommeil, les maladies et les problèmes pour la vie privée et sociale qu'engendre ce rythme de travail! Orano, nouveau nom du groupe gigantesque Areva, prévoit de faire disparaître 132 postes dans les prochaines années. Cette année, sur le site, Orano a parfois versé des primes uniquement aux chefs, mais à aucun ouvrier. La grève coûterait, selon les syndicats, « 2 à 3 millions d'euros » par jour au groupe depuis le mois de mai.

3 CHOLET : LES MAÎTRES-NAGEURS EN GRÈVE

Un nouveau piquet de grève a eu lieu à la mi-juin pour les salariés de Cholet sports loisirs au complexe Glisséo. La vingtaine de maîtres-nageurs du site demandent une augmentation de salaires. En effet, leur rémunération est restée bloquée année après année depuis 15 ans, tandis que le SMIC était revalorisé en fonction de l'inflation. Conséquence? Les maîtres-na-

geurs sont désormais payés au SMIC, ou presque! En prévision de la rentrée, ils préparent un blocage potentiel des scolaires si leurs revendications ne sont pas écoutées.

4 DORDOGNE : GRÈVE INÉDITE DANS LES PÂTISSERIES

Les salariés de l'usine de pâtisseries Made-moiselle Desserts ont mis à l'arrêt leur site lorsque, à la mi-juin, 80% d'entre eux ont entamé un mouvement de grève. C'est inédit depuis 8 ans. Plus de 400 personnes travaillent dans cette usine de pâtisserie, pour un chiffre d'affaires de 350 millions d'euros. Les grévistes demandent une augmentation globale des salaires de 250 € net, une revalorisation des horaires de nuits, et d'autres avantages sociaux. La direction n'a pas souhaité négocier pour le moment.

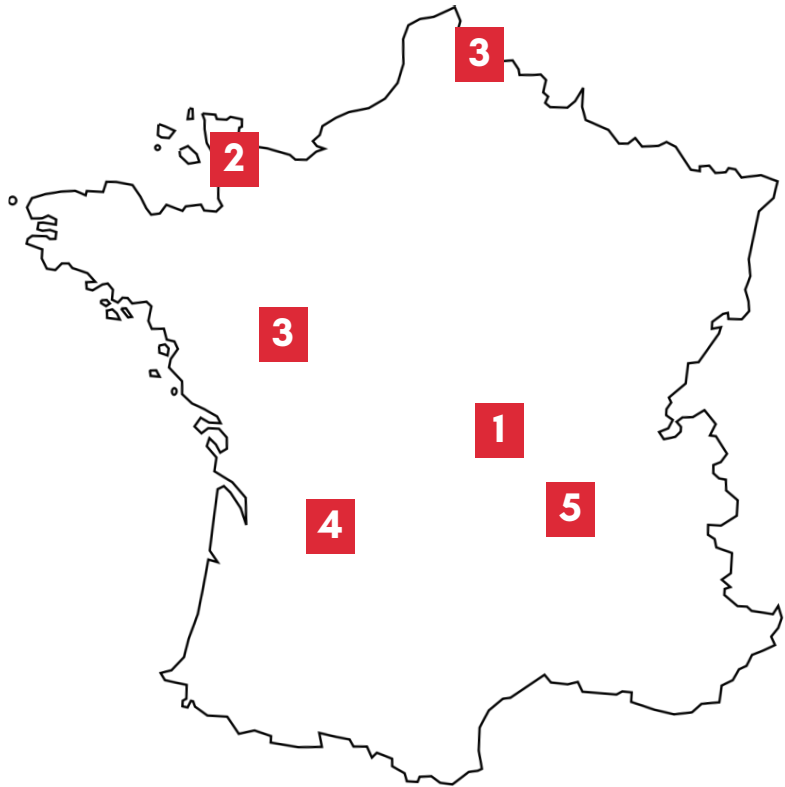
5 LOIRE : GRÈVE EN CONTINU À GRAND FRAIS

Grand Frais prend un coup de chaud! Les enseignants de Firminy et Saint-Priest-en-Jarez

(Loire) connaissent un mouvement de grève au mois de juin mené par les caissières. C'est la première fois en 37 ans qu'une grève a lieu sur ces sites de Grand Frais. Les grévistes demandent 150 € nets d'augmentation par mois, une prime d'ancienneté et 15% de réduction sur leurs achats à Grand Frais. La direction de Grand Frais maintient les magasins ouverts en employant des intérimaires.

6 AESH : 6 SYNDICATS MÈNENT UNE MANIFESTATION ET UNE GRÈVE

Les AESH, accompagnantes d'élèves en situation de handicap, se sont à nouveau mobilisées. Le 13 juin, à l'appel de 6 syndicats, une grève et un rassemblement devant le ministère de l'éducation nationale à Paris a eu lieu pour dénoncer un statut précaire et demander de meilleurs horaires et salaires. Beaucoup d'AESH ne peuvent pas en vivre, et ne touchent que 800 ou 900 € de leur travail dans les écoles. Leur statut de contractuel les contraint à accepter n'importe quelle offre. Cela fait plusieurs années maintenant que les AESH se mobilisent un peu partout en France.





Le meurtre de Nahel entraîne des **révoltes** : qui sème le vent récolte la tempête !

Le 27 juin dernier, Nahel M., 17 ans, est abattu à l'arme à feu par le policier Florian Menesplier lors d'un contrôle de véhicule à Nanterre.

Immédiatement, la police prépare une version mensongère pour couvrir les faits. Les habitants ont la vie dure ! Manque de chance pour eux, des vidéos commencent à circuler à toute vitesse. On y voit précisément le moment où tout se passe, de plusieurs angles différents. Une vidéo est particulièrement claire et montre la complète vérité de ce qui est arrivé. En plus de cela, 2 autres passagers étaient à bord et peuvent témoigner. La police ne peut plus se cacher.

La cité Pablo Picasso, où Nahel résidait, c'est les grandes « tours nuage », avec leurs fenêtres en goutte d'eau, qui hébergent plusieurs milliers de prolétaires. C'est aussi le chômage pour les jeunes, les bâtiments délabrés qui n'ont pas été retapés depuis les années 70. Et tout ça, dans l'ombre oppressante des buildings en verre de La Défense, le grand quartier d'affaires de la bourgeoisie parisienne, situé juste à côté.

Une vidéo fait surface, on y voit l'ambulancier qui est intervenu sur Nahel. Il crie sur la police, dit qu'il connaît le petit, et qu'ils vont voir ce que va donner la révolte. Il a raison, dans son émotion autant que dans son analyse. Il finit arrêté pour ce crime « abject » : celui d'avoir gueulé contre un meurtrier de sang-froid. Pourtant, il avait senti ce que tout le monde a vu venir après la vidéo : l'odeur de la révolte à Pablo Picasso, et ailleurs.

Alors, immédiatement, l'État bourgeois se met en branle de combat. Macron et Darmanin dénoncent mollement l'acte, et appellent au calme. Ils ne peuvent pas nier la vidéo. La mère de Nahel, en pleurs dans un clip diffusé largement sur Tiktok, demande « une révolte » et organise une marche pour la justice à Nanterre.

Elle sera exaucée le soir même, quand la cité Pablo Picasso se révolte. Par centaines, des révoltés sortent prendre la rue. Ce sont surtout des jeunes prolétaires, ils attaquent les représentants de l'État, c'est-à-dire la police, et occupent les lieux. Ils commencent à viser des

bâtiments publics, et le feu est utilisé pour tenir la rue en barricades. Des feux d'artifice pour empêcher la progression des unités de police. Parfois, la police avance, alors ils reculent. Ils s'exposent dans une rue pour pouvoir mieux attaquer ceux qui tombent dans le piège.

Mais ce n'est pas qu'à Nanterre qu'on a vu la vidéo, qu'on se révolte. Rapidement, l'embrasement saisit le pays entier. Et plusieurs jours passent sans qu'il ne faiblisse. Au contraire, les révoltes se multiplient, dans toutes les grandes villes, mais aussi des plus petites villes, parfois insoupçonnées.

L'État bourgeois lance à fond sa répression, et le système médiatique fonctionne à plein régime pour décrédibiliser les révoltes et désensibiliser l'opinion publique. Les syndicats majoritaires dans la police utilisent du vocabulaire fasciste : ils disent que les jeunes sont des « nuisibles », des « hordes de sauvage ». À coup de vidéos de pillages et de maires désarmés, on nous fait passer les révoltés pour des jeunes opportunistes, qui profitent de la mort de Nahel

pour se lâcher. Macron se ridiculise et parle de l'impact des « jeux vidéo », entre autres bêtises répétées en boucle à la télévision.

Pourtant, si ces révoltes n'étaient pas proprement politiques, alors pourquoi les premiers bâtiments visés seraient-ils systématiquement les bâtiments d'État, notamment les mairies ou encore les centres d'impôts ? Pourquoi a-t-on vu les mêmes tactiques que les Gilets Jaunes, c'est-à-dire aller en plein Paris, à Châtelet-Les Halles, pour emmener la révolte sous les fenêtres de la bourgeoisie et piller le luxe et les banques ? Pourquoi les journalistes et les élus sont-ils systématiquement virés des révoltes avec des arguments politiques ? Pourquoi les banlieues ne sont-elles pas tout le temps révoltées comme cela, s'il n'y a pas une colère politique derrière tout ça ?

Si la cause de ces révoltes était fausse, s'il y avait un divorce total entre une génération de parents « tristes et navrés » et de jeunes « pleins de haine et de rage », comme on a pu le lire, alors comment expliquer que la révolte

ait pris même lors de la marche blanche de Nanterre ? Lors de cet événement, fort de plusieurs milliers de personnes, se côtoyaient des prolétaires et membres des masses de tous horizons et de tous âges.

Si ces révoltes n'étaient pas politiques, pourquoi les premiers bâtiments visés seraient-ils systématiquement les bâtiments d'État ?

Nahel n'est pas une exception : le 14 juin, Al-houssein Camara, qui travaillait à Intermarché,

à lui aussi été tué, cette fois à Angoulême. Au début de la révolte, un homme de 54 ans a été tué dans des échanges de tirs en Guyane, le 29 juin. Aimène B, un jeune homme de 25 ans, est dans le coma suite à un tir policier en Lorraine. Le 1^{er} juillet, Mohamed B. est tué à Marseille, d'un tir de LBD dans le thorax alors qu'il filmait la répression policière. Les profils des révoltés sont beaucoup moins caricaturaux que ceux que la bourgeoisie essaie de dresser : *Le Monde* cite parmi les personnes jugées au tribunal des boulangers, des intérimaires, un musicien. Ils écrivent que les révoltés sont « la misère, qui a voulu améliorer l'ordinaire ». Une belle formule pour décrire la réalité.

Les révoltes des banlieues de 2023 sont arrivées pour une raison. Elles sont une rébellion justifiée face aux meurtres de la police et à la situation sociale du prolétariat des banlieues de France. Aucun matraquage répressif, médiatique ou aucune escalade réactionnaire ne pourra effacer la réalité de cette affaire.

Premier comparatif : révoltes des banlieues en 2005 et en 2023

Bien sûr, il y a eu de nombreuses révoltes entre 2005 et 2023. Mais, depuis le 27 juin, c'est devenu un lieu commun de comparer les deux événements. Leurs causes sont similaires. Zyed et Bouna avaient 17 et 15 ans en 2005. Nahel avait 17 ans cette année. Ce premier comparatif nous sert à voir ce qui a changé en 18 ans, de 2005 à 2023. Nous parlerons du camp des révoltés, mais aussi de celui de l'État bourgeois.

1. La police est bien plus mobilisée par l'État bourgeois, et elle arrête beaucoup plus.

En 2005, le gouvernement avait déclaré l'état d'urgence. Pourtant, c'est bien en 2023, sans état d'urgence et en une semaine seulement, que des chiffres d'interpellations massifs ont eu lieu. En 2005, en trois semaines, c'était 4 728 personnes qui avaient été placées en gardes à vue. En 2023, il n'a fallu qu'une semaine pour atteindre 3 486 personnes.

C'est que les forces de répression sont plus nombreuses ! Jusqu'à 45 000 en 2023, avec la police nationale, les polices municipales, le RAID, le GIGN, la BRI... En 2005, l'État n'avait pas dépassé les 11 700 personnes mobilisées. Cela démontre une hausse massive de la répression : alors que les effectifs de la police sont assez comparables avec le milieu des années 2000, il y a une multiplication par 4 de la mobilisation.

2. Les révoltes visent davantage les bâtiments publics et privés qu'en 2005

En 2005, presque 9000 véhicules avaient brûlé. En 2023, on grimpe à plus de 12 000. Et cette année, plus de 2 500 bâtiments ont été attaqués : presque dix fois plus qu'en 2005, où l'on n'a pas dépassé les 300 en 3 semaines. Les bâtiments les plus attaqués sont les locaux de police, de gendarmerie et les mairies. Ce ne sont pas les écoles, comme rapporté dans plusieurs médias. Selon Valérie Péresse (LR), qu'on ne peut pas accuser de sympathie avec les révoltes,

en Île-de-France, les mairies et les postes de police municipale (!) comptent pour plus de la moitié des attaques.

Par conséquent, les révoltes de 2023 sont plus coûteuses. Déjà, le président du Medef annonce qu'on dépasse le milliard d'€, un chiffre qu'il utilise sûrement pour faire pression sur l'État afin de donner des crédits d'impôts aux entreprises.

3. Des révoltes massives et étendues.

Toutes les villes, et même des petites, ont connu des révoltes lors de ce mouvement. Cela montre un embrasement général des quartiers prolétaires en France, qui s'est étendu très rapidement. En 2005 par exemple, Marseille avait été en marge des autres grandes villes, cette fois-ci ça n'a pas été le cas.

Il y aura beaucoup de choses à rajouter, dans le futur, à ce début d'analyse que l'on peut faire quelques jours après le début des événements.

L'accélération de la crise du logement en France

Le logement est un besoin de base pour les êtres humains. Avoir un toit sur la tête, être à l'abri, passe pour une revendication évidente dans un pays comme la France. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'existent un certain nombre d'associations comme le D.A.L (Droit Au Logement) qui revendiquent, justement, le droit à bénéficier d'un logement convenable.

Et pourtant, la crise du logement est là. Elle n'est pas arrivée par hasard ou il y a peu : c'est une constante de la vie quotidienne en France pour les prolétaires depuis longtemps. Il y a eu notamment une aggravation il y a 15 ans, avec la crise financière de 2008. Le nombre de propriétaires stagne, tandis que le secteur locatif privé explose, avec tous les problèmes que cela peut engendrer.

Portrait de la crise du logement

L'augmentation des coûts de construction après la crise COVID et la difficulté à l'accès au crédit rendent difficile les constructions neuves, et le marché de l'immobilier se resserre donc. Aujourd'hui en France, on compte 330 000 personnes sans-domicile. Une partie d'entre elles sont contraintes à l'errance, à la mendicité et aux conditions de vie les plus difficiles dans les rues de nos villes. Macron a beau avoir promis qu'il n'y aurait plus de SDF sous son premier quinquennat, c'est encore une promesse qu'il n'a pas tenu !

Pour les locataires, les logements sociaux sont aussi rares que l'or. Alors que le nombre de logement public baisse avec des logements fermés, jamais retapés ou bien carrément détruits, le nombre de demandes ne fait qu'augmenter. A l'heure actuelle, ce serait 2,42 millions de personnes qui seraient en attente, c'est-à-dire plus que la population de Paris. Dans certaines villes en France, notamment les grandes mais pas que (Bretagne, Pays Basque), trouver une location est devenu infernal. Alors que plusieurs centaines de milliers de logements restent vides dans les grandes agglomérations, deux formes de logement précaires explosent : les sous-locations (louer à un locataire) et les colocations. Ces formes de logement, traditionnellement réservées aux étudiants dans le cliché qu'on en a, accueillent en fait depuis 2019 une majorité de salariés et de familles mono-parentales.



Tag sur les murs de logements airbnb du quartier "Le panier" à Marseille, le 28 avril 2023.

Il faut comprendre, pour synthétiser, que la crise du logement n'est pas simplement la crise d'un marché comme les autres. C'est le profit de quelques promoteurs, magnats de l'immobilier et multi-propriétaires qui engendre une crise pour un besoin vital pour des millions de personnes. Le rêve de l'accès à la propriété devient un lointain souvenir pour beaucoup de ménages, y compris des couples avec deux salaires corrects. La mise en coupe réglée du logement par le capitalisme engendre la crise.

Zoom : en région parisienne, les J.O. vont aggraver la situation

Quiconque a vécu en région parisienne le sait : le logement est un enfer. Arnaques, logements insalubres, concurrence énorme entre locataires, prix ahurissants, voilà avec quoi les locataires composent. Louer à Paris, c'est littéralement livrer sa vie sur un plateau à des dizaines d'agences qui, bien souvent, nous refusent avant la moindre visite. Il faut accepter d'aller vivre à 1h, 1h30 ou même 2h de transport de son travail ou de sa famille pour espérer avoir un logement. Les attentes pour les HLM sont longues, et ceux-ci sont souvent en mauvais état et imposent des pressions à leurs locataires comme beaucoup de bailleurs sociaux véreux.

Et comme si ça ne suffisait pas, avec les J.O., la tension du logement va augmenter ! Le gouver-

nement a annoncé qu'il réquisitionnerait 3 000 logements étudiants pour les J.O., ce qui va mettre dans la précarité des milliers d'étudiants qui vivent au CROUS. Ce sera notamment le cas des étudiants étrangers qui doivent rester en cité étudiante l'été car leur famille vit loin. Sur Airbnb, qui a considérablement impacté le marché locatif de région parisienne depuis 10 ans, on prévoit 600 000 touristes, pour 1 milliard de chiffre d'affaires potentiel sur la durée des J.O. Un pactole qui sera partagé entre les riches propriétaires et l'application, tandis que pour les prolétaires de région parisienne, une inflation sensationnelle des prix sera à attendre sur cette période. En plein été, alors que de nombreuses personnes arrivent sur la capitale pour du travail ou une formation, il sera impossible de se loger pour un prix honnête.

Dans le même temps, l'État bourgeois a commencé une opération de déplacement des migrants de la région, après les avoir repoussés hors de Paris depuis 2015. En envoyant des groupes en province, l'État espère « vider » Paris de sa population la plus précaire pour, comme toujours dans ces grands événements internationaux, cacher la misère qui est réellement le quotidien de milliers de personnes.

En résumé, Paris illustre bien la folie de la crise du logement : une crise capitaliste sur un besoin vital.

Sous couvert d'éducation populaire, l'exploitation dans les colonies de vacances

Nombre de jeunes se lancent chaque année dans l'aventure du Bafa (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur), se disant que ça leur fera un job d'été sympa. A priori, l'idée est séduisante : encadrer des enfants ou des adolescents pendant les vacances, sous le soleil, et ce dès 17 ans ! Pourtant, les conditions de travail en coulisse révèlent une exploitation grave des jeunes travailleurs.

Les vacances scolaires sont là. Tout parent qui travaille cherche alors un moyen de faire garder son enfant : c'est là qu'interviennent souvent les nombreux organismes, parfois publics (comme les mairies), souvent privés (Telligo, UCPA, Vitacolo...). Du centre aéré à la colonie de vacances, tous ces modes de garde d'enfants reposent sur le dévouement des animateurs. Ceux-ci doivent avoir passé le fameux diplôme du Bafa, tout ça pour accéder au droit d'être payé au lance-pierre, et ce dès 17 ans ! Le scandale débute dès l'inscription à la formation : il faut compter entre 600 et 700 euros. Après une formation générale en 8 jours, on accède au stage pratique, qui peut être rémunéré au bon vouloir de l'employeur... autant dire pas souvent. Vient ensuite un stage d'approfondissement – à vos frais cette fois ! – avant d'accéder au diplôme.

25,34 € bruts par jour

Les organismes de formation le présentent comme « un diplôme qui témoigne d'un engagement social et citoyen » : sous couvert du concept d'éducation populaire, les organismes exploitent les animateurs et les directeurs de colonies de vacances. La plupart d'entre eux ne sont pas employés en CDD mais ont un contrat en dehors du code du travail, une spécificité qui est permise par le statut particulier du Bafa : ce sont des « contrats d'engagement éducatif », dont les termes sont scandaleux. Théoriquement, un animateur peut avoir sous sa responsabilité jusqu'à 8 enfants de moins de 6 ans (et jusqu'à 12 quand ils sont plus grands).



En pratique, c'est toujours le maximum qui est appliqué afin de maximiser les profits. Dans cette même logique, les taux d'encadrement tendent à être augmentés : auparavant, c'était maximum 6 enfants de moins de 6 ans. Pour ce qui est des heures de travail, n'espérez pas trouver du repos en colonie de vacances : si la loi

Aujourd'hui, seuls les parents les plus riches peuvent se permettre de mettre 2000 € pour envoyer leur enfant en colonie de vacances

prévoit 11 heures de repos quotidien réglementaires, les animateurs travaillent en réalité 24 heures sur 24. De même, les jeunes encadrants sont censés avoir droit à un jour de congé par semaine. Pourtant, dans plein d'organismes, ce jour est supprimé par manque d'animateurs. Tout ça pour un minimum exceptionnel de... 25,34 € bruts par jour.

L'essor des séjours « thématiques »

En parallèle, le nombre d'enfants accueillis en colonies de vacances est en chute libre : en 2016, on compte environ 800 000 enfants contre plus d'un million en 2007. Ils étaient deux fois plus nombreux dans les années 1980. C'est à ce moment-là que les entreprises privées investissent le secteur et misent tout sur la spécialisation. C'est l'essor des séjours « thématiques » : langue, sport, art, nature, sciences... Le secteur, hautement concurrentiel, pousse les entreprises à monter en gamme avec des offres très spécifiques comme l'équitation, la plongée ou encore les séjours à l'étranger. Aujourd'hui, seuls les parents les plus riches peuvent se permettre de mettre 2000 € pour envoyer leur enfant en colonie de vacances pendant une ou deux semaines (tandis que les animateurs sont, eux, toujours plus exploités). Le concept de l'éducation populaire est dénaturé au profit d'une économie de marché où les organismes ont des marges grandissantes. C'est une situation qui en dit long sur la place que l'État bourgeois accorde aux enfants prolétaires. Pour ce qui est de leurs parents, qui doivent assumer la garde durant l'été, seuls des réseaux de solidarité populaire, au sein des quartiers, pourraient alors les soulager de cette charge.



Gloire aux grévistes de **Vertbaudet** !

Du 20 mars au 2 juin, 72 salariés de l'entrepôt Vertbaudet à Marquette-lez-Lille ont mené une grève pour réclamer des augmentations de salaire... et ont obtenu victoire après une lutte acharnée.

Depuis leur embauche, elles (car ce sont majoritairement des femmes) sont quasi toutes au SMIC, quelle que soit leur ancienneté dans la boîte alors qu'elles travaillent dur, se lèvent tôt et sont souvent mères isolées. Après la signature par les traîtres de Force Ouvrière (FO), syndicat majoritaire dans les urnes, d'un accord à ras des pâquerettes (on a entendu parler de 0% d'augmentation...) avec les patrons, les revendications de la grève des Vertbaudet sont les mêmes depuis ses premiers jours : une hausse de 150 € net/mois.

Le piquet, animé par les grévistes 24/7 qu'il pleuve ou qu'il vente, a été soutenu par les nombreux passants et camarades venus prêter main forte. Personne n'a hésité à s'arrêter pour contribuer à la caisse de grève et les voitures de riverains klaxonnaient en passant par soutien. La solidarité de classe a fait ses preuves : les salariées en grève n'ont pas perdu un seul centime de leur salaire !

Pourtant, elles ont dû faire face à de nombreuses attaques. La direction a été particulièrement injurieuse en prononçant des phrases du type « *le travail c'est comme la sodomie, si tu*

mets pas de vaseline, ça coince ». Elle a continué en propageant des rumeurs fausses pour disqualifier les militantes auprès des autres salariées, inventant qu'elles auraient refusé des augmentations, qu'elles ne voulaient pas travailler... Elles ont fini par retrouver leurs casiers

Quand ce n'était pas le chefaillon qui calomniait pour casser la grève, c'est la police qui cherchait à les intimider

tagués ; et pour compléter le tout, l'entreprise a envoyé un huissier « estimer les dégâts » du mouvement. Il a lui-même distribué aléatoirement des amendes de 1 000 € à certaines grévistes, croyant décourager les femmes mobilisées pour leurs conditions de vie.

Et quand ce n'était pas le chefaillon qui calomniait pour casser la grève, c'est la police qui cherchait à intimider en menaçant directement le piquet de grève. Les flics étaient postés continuellement aux alentours de l'entrepôt, prêts à réprimer : on a assisté à des arrestations violentes, des camarades ont subi de longues gardes à vue avant d'être libérés sans charge. Un délégué CGT Vertbaudet a même subi un

véritable kidnapping par une voiture de police banalisée, finalement relâché au bout de quelques temps dans une commune voisine, dépouillé de son portefeuille, humilié.

Comme si ça ne suffisait pas, car le patronat est prêt à tout pour éliminer chaque obstacle à ses intérêts, au même moment, 6 salariées mobilisées et identifiées comme les « têtes » du mouvement ont reçu des convocations pour des entretiens préalables à licenciement. Les moyens colossaux déployés par leur patron pour tenter de mater la grève a été estimé à environ 2 années d'augmentation de salaire dans les conditions exigées.

Mais les militantes, pour la plupart primo-grévistes, n'ont jamais perdu espoir dans leur lutte. Elles ont été chaque jour autant à reconduire la grève et à tenir le piquet. Elles ont prouvé leur détermination à plusieurs reprises, notamment en intensifiant le rapport de force par le blocage de leur site. Les locaux ont plusieurs fois été envahis pendant que la direction se cloîtrait dans son bureau. Elles sont parvenues à engendrer d'énormes pertes à l'entreprise (environ 6 000 € par camion bloqué).

Au bout de presque 3 mois, la direction a cédé. Elle a accepté de signer une augmentation générale des salaires, de 90 à 140 € net (selon l'ancienneté), des revalorisations diverses (reclassifications, primes, clause de revoyure...) et l'embauche de 30 intérimaires en CDI. Les grévistes ont obtenu l'abandon total des sanctions.

Retour du Front uni de l'hôtellerie-restauration sur son action du 12 juin à Nantes

Le 12 juin, le Front uni de l'hôtellerie-restauration a mené une action à Nantes devant les locaux du syndicat patronal Umih. Ils y ont interpellé le célèbre chef Thierry Marx, qui est le président de ce trust patronal.

« Notre collectif syndical s'est construit peu à peu dans la lutte contre la réforme des retraites. Nous sommes partis de pas grand-chose. Au départ, nous étions seulement 3.

Nous avons commencé à tracter en manifestation avec l'appui de collègues de nos différents taff et on a créé un Instagram afin d'être joignables facilement. Ces deux moyens ont permis de nous faire connaître.

C'est à partir de là que plusieurs personnes nous ont rejoint et ont pris part à la lutte. On a pu tracter dans différents restos, bars et cafés avant les manifestations. On a tenu plusieurs fois un cortège combatif avec une banderole qui s'est étoffé de plus en plus, fait des prises de paroles... on a même pu assister le blocus d'un lycée hôtelier.

On a pu rassembler lors des manif des camarades de tous âges, des jeunes et des pères de famille, des petits patrons sympathisants à notre cause. Des gens qui bossent en resto rapide, en collectivité, au bar, en service, en cuisine.

Le mouvement fini, on travaille à créer un outil d'autodéfense pour les prolétaires de la restauration en étudiant les différentes conventions collectives de notre secteur et on mène des actions collectives.

Nous sommes en lien avec différents syndicats qui nous soutiennent, comme certains d'entre nous sont dans les syndicats. Notamment Solidaires et la CGT, qui nous apportent un appui juridique et matériel. Pour beaucoup d'entre nous, c'est la première fois qu'on se mobilise pour notre propre métier avec nos problématiques singulières. Et ça donne un réel sens à notre combat. Même s'il est difficile de s'organiser à cause de la contrainte du temps, de nos vies respectives et de nos emplois du temps,



nous avons réussi à créer quelque chose de nouveau et nécessaire. Nous pensons que notre métier brasse autant des gens passionnés qu'un travail « alimentaire », mais qu'on se fait tous exploiter de la même manière.

Nous voulons lutter contre l'isolement face aux patrons voyous. Nous sommes souvent seul à seul face à nos employeurs. Face au turn over et aux démissions, nous ne voulons plus plier mais riposter afin de créer un rapport de force favorable à défendre nos intérêts et appliquer nos droits partout, tout le temps. Nous partons petits à Nantes, mais on a une volonté de nous étendre sur le 44. On a pu par exemple filer un coup de main à des salariés qui bossaient au Hellfest¹ à Clisson sur des stands de nourritures.

À long terme on souhaite améliorer nos conditions de travail, de vie, au niveau local et même national. Changer la restauration et encore plus loin, pourquoi pas changer la société ?

Nous savons aussi que la petite taille de nos entreprises ne dissout pas l'exploitation et la hiérarchie. Que beaucoup de petits patrons sont au final de vrais capitalistes qui détiennent une multitude de restos, bars, et même de l'immobilier et entretiennent des rapports mafieux

¹ Le Hellfest est le plus grand festival de métal d'Europe et l'un des plus grands festivals de France.

avec les pouvoirs publics.

Nous savons que les intérêts des patrons ne sont pas les nôtres. Nous défendons l'unité de tous les travailleurs et travailleuses avec ou sans papier. Nous voulons lutter contre les violences et harcèlement et les humiliations sexistes et racistes des patrons, clients et parfois collègues sur nos lieux de travail mais aussi dans les lieux de formation comme nous l'a montré le terrible exemple de l'école hôtelière Vatel.

Nous avons une liste longue de revendications dont l'augmentation de tous les salaires y compris les salaires minimums, des horaires de travail raisonnables, prévisibles et stables pour nous permettre d'avoir une vraie vie privée, une vie de famille etc.

Il faut remonter nos manches sérieusement car personne ne nous sauvera à part nous-même.

Nous appelons tous les prolétaires de l'hôtellerie-restauration à se réunir, s'informer sur nos droits, étudier les conventions collectives, se rapprocher des syndicats, se défendre et riposter. Même si vous pensez que vous êtes tout seul, même avec un collègue d'un autre établissement il est toujours possible d'agir ! Les patrons profitent de notre isolement et de notre ignorance sur nos droits ! Relevons la tête et organisons-nous ! »

Depuis début 2023, le nombre de grèves a explosé en Chine

Fin novembre 2022, une révolte massive a fait parler d'elle en Chine : celle de l'usine de Foxconn¹, la plus grande usine d'iPhones du monde. Environ 20 000 ouvriers avaient protesté contre les retards et impayés de salaires, les dortoirs surpeuplés... Ils avaient obtenu une prime après des jours de lutte face à police et au gouvernement. L'étincelle de Foxconn ne s'est pas éteinte : depuis le début d'année, *China Labour Bulletin*² comptabilise au moins 130 grèves dans des usines chinoises, plus du double de l'année 2022. C'est un chiffre difficile à mesurer : le tournant révisionniste³ à la mort de Mao s'est accompagné de la fin du droit de grève en 1982. Ainsi, les autorités chinoises ne recensent pas les grèves en particulier mais les « conflits du travail » et les « incidents de masse ». Ces grèves sont principalement organisées à l'échelle locale dans des industries mobilisant des milliers de prolétaires

1 Lire l'article « Chine : l'étincelle de Foxconn », Cause du Peuple n°66, janvier 2023.

2 ONG de défense des droits des travailleurs en Chine, fondée par un ancien ouvrier exilé à Hong-Kong après son implication lors des manifestations de la place Tiananmen en 1989.

3 Le révisionnisme est l'abandon des principes du marxisme pour mener une politique bourgeoise.

chinois, notamment des usines d'appareils électroniques, de vêtements ou encore de jouets destinés à l'exportation. Les ouvriers sont surexploités de manière brutale, et cela ne fait que s'accroître. L'économie chinoise connaît en effet un ralentissement tendanciel ces dernières années, conséquence de la crise sans précédent de l'impérialisme. Les entreprises tentent donc d'appliquer de nouvelles stratégies afin d'exploiter encore plus les travailleurs et maintenir leur avantage. Les salaires payés en retard (voire impayés) sont monnaie courante et sont d'ailleurs la principale cause de mobilisation des ouvriers chinois. Les entreprises pratiquent également les licenciements de masse sans compensation : pour éviter de payer des indemnités, elles n'hésitent pas à « transférer » les travailleurs dans des régions éloignées. La plupart ne pouvant pas faire basculer leur vie à l'autre bout du pays, ils ne peuvent pas se présenter au travail dans la nouvelle usine : les entreprises estiment alors qu'ils ont fait preuve d'absentéisme et les licencient. À cela



▲
« Défendez le président Mao avec votre sang et votre vie!
Défendez le président Gonzalo avec votre sang et votre vie!
Vive la théorie de la Guerre Populaire Prolongée! »

s'ajoutent les accidents du travail, l'entassement dans des dortoirs surpeuplés, le manque de droits des « travailleurs temporaires »... Dans le secteur tertiaire, qui s'est largement développé en Chine ces dix dernières années, les travailleurs sont particulièrement précarisés et isolés. Pourtant, ils parviennent à s'organiser et à lutter. Les livreurs à moto sont parmi les plus mobilisés depuis le début de 2023, avec une grève massive en avril, contre leurs horaires de travail démesurés sous des pluies torrentielles et dangereuses. Parmi cette grande explosion de grèves, des voix s'élèvent pour le retour du socialisme et contre le Parti communiste chinois révisionniste : en début d'année, des tags en l'honneur des grands dirigeants communistes de Chine et du Pérou ont été découvertes dans plusieurs villes.

Élections en Espagne : l'abstention se confirme, la social-démocratie s'enfonce

Au terme des élections municipales et autonomes¹ qui ont eu lieu le dimanche 28 mai dans l'État espagnol, les médias bourgeois se sont empressés d'annoncer une « victoire écrasante de la droite ». Celle-ci a conquis six régions jusqu'alors contrôlées par la gauche tandis que le bloc social-démocrate s'enfonce. Seulement, en première place en termes de voix, c'est l'abstention qui s'est principalement exprimée. Sur les 35 millions d'électeurs des municipalités de tout l'État espagnol, plus de 12 millions et demi d'entre eux (36,07%) ne se sont pas rendus aux urnes. Plus de 12 millions et demi

de personnes pensent qu'aucun de leurs problèmes ne sera résolu en déposant leur vote dans une urne ! Et pourtant, malgré ces chiffres irréfutables, les quelques points de participation grappillés dans certaines régions ont suffi à faire dire aux candidats de la classe bourgeoise que c'était un progrès. C'est leur interprétation classique dans le jeu des élections, car la participation légitime celles-ci devant les masses. « Si les gens votent, c'est qu'ils sont contents du système »... c'est ce qu'ils aimeraient se dire. Mais il faut se rendre à l'évidence : les masses en ont assez, elles votent de moins en moins, tout simplement car elles rejettent le système. Nos camarades espa-

gnols du journal *Servir al Pueblo* (« Servir le peuple ») soulignent aussi que cette abstention montre une fois de plus l'échec de la social-démocratie : Unidas Podemos, un parti qui en rassemble d'autres petits, a très fortement reculé. Il paye ainsi les conséquences de son incapacité à répondre aux attentes de la classe ouvrière, après avoir, par exemple, signé la réforme du droit du travail qui ne résout pas les problèmes des travailleurs ou le désastre de l'inflation. Le vote en démocratie bourgeoise n'est qu'une farce et les masses populaires en ont conscience. Elles le démontrent solidement en renforçant la tendance au boycott des élections depuis 1979.

1 Les communautés autonomes sont l'équivalent des régions en Espagne. Ces élections concernaient 12 des 17 communautés.

Grande lutte au Manipur contre l'État réactionnaire indien

Depuis début mai, l'état indien du Manipur connaît de violents affrontements, faisant des centaines de morts. En jeu : l'appropriation des terres des paysans pauvres par la bourgeoisie bureaucratique.

Le nord-est de l'Inde est une grande région regroupant 8 États à part, rattachés au reste de l'Inde par le corridor de Siliguri, une fine bande de terre indienne entre le Népal et le Bangladesh. Depuis l'indépendance de l'Inde, plusieurs dizaines de milliers de personnes sont mortes dans des rébellions indépendantistes dans la région. C'est à l'extrême est de cette zone que se trouve l'état du Manipur, où la majorité de population est formée du peuple Meitei. La zone est agitée depuis février, quand le gouvernement fasciste dirigé par le BJP (parti nationaliste hindou) lance une campagne d'expulsion de terres ciblant des ethnies minoritaires. L'agitation et les tensions escaladent début mai, prenant la forme d'une grande révolte. Cela fait suite à la décision de la Haute Cour du Manipur de reconnaître les Meitei comme communauté tribale. Cette reconnaissance leur donne des droits spécifiques, au même titre que des communautés minoritaires, en matière d'accès à l'emploi, et à la propriété d'entreprises ou de terres. Constituant la couche dominante de l'état du Manipur, cela signifie que de riches Meitei peuvent désormais s'approprier des terres jusqu'alors sanctuarisées pour des tribus pauvres, comme les Kuki ou les Naga.

Les grandes manifestations du 3 mai sont appelées par le Forum des chefs tribaux indigènes (ITLF), une organisation qui rassemble tous les représentants des tribus



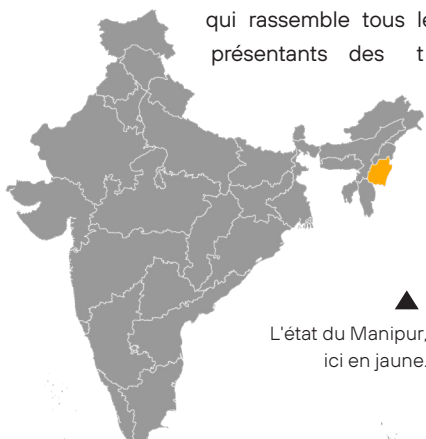
Plusieurs bâtiments appartenant au BJP (parti nationaliste hindou) et à ses membres ont été incendiés à Imphāl, capitale de l'état du Manipur, le 15 juin.

minoritaires du Manipur, mais aussi l'association des étudiants indigènes (ATSUM), issus de ces tribus. Dès le lendemain du déclenchement de la révolte, un couvre-feu est décrété dans l'état et l'accès à internet est suspendu. 10 000 militaires sont déployés dans tout le Manipur pour « sécuriser » la situation, appuyés des Fusillers de l'Assam, une unité paramilitaire contrôlée par le gouvernement central, dont la mission principale est d'assurer des missions de contre-insurrection dans cette zone du nord-est.

La situation est explosive depuis, avec des dizaines de morts suite à la répression, les insurgés ripostant en ouvrant le feu, tuant ou blessant quelques militaires et paramilitaires. Dans le même temps, des blocages routiers mis en place par les paysans se multiplient, alors que le gouvernement affrète des drones et hélicoptères pour surveiller et frapper depuis le ciel ; des journalistes rapportent être empêchés violemment de couvrir la répression. Le 24 mai, les masses révoltées attaquent et saccagent la maison du ministre de la Jeunesse et des Sports du Manipur. Deux jours plus tard, des milliers de personnes bravent le couvre-feu et se dirigent vers la maison du ministre des Affaires étrangères. Devant la pression populaire, le ministre doit fuir l'état pour se rendre à New Delhi. À partir du 27 mai, alors que la colère

ne faiblit pas et que l'inflation a fait quasiment doubler le prix de certains produits depuis le début du conflit, une opération militaire est engagée, faisant au moins 33 morts. Le 3 juin, le bilan officiel est porté à 98 morts et 310 blessés. Le 15 juin, un grand incendie est allumé par les révoltés sur la maison du ministre indien, R. K. Ranjan Singh, membre du gouvernement de Modi pour les Affaires étrangères. La même soirée, c'est environ 1 000 personnes qui tentent d'incendier des bâtiments dans la zone autour du palais du gouvernement de Manipur. Ranjan Singh admet lui-même que les événements sont incontrôlables : « *Je suis choqué. La situation de l'ordre public au Manipur a totalement échoué.* »

Début juillet, la lutte est toujours en cours dans le Manipur, toujours sans accès internet, sous couvre-feu, avec 30 000 militaires et paramilitaires sur place. On dénombre 138 personnes tuées, et environ 60 000 paysans ont déjà été expulsés. L'aspect principal de cette lutte, c'est l'oppression de populations paysannes pauvres par le système semi-féodal indien, qui permet l'appropriation de terres par une minorité de grands propriétaires, en collusion avec des projets impérialistes portés par des sociétés étrangères (notamment l'exportation de la production agricole). Tant que ce système ne prendra pas fin, la révolte grondera.



L'état du Manipur, ici en jaune.



VIVE LA GUERRE POPULAIRE!



Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

1 SÉNÉGAL

Début juin, des émeutes ont éclaté au Sénégal à l'annonce de la condamnation d'Ousmane Sonko, principal opposant au président actuel Macky Sall pour les prochaines élections présidentielles en 2024. Tout comme l'avait fait son prédécesseur, le président tentera certainement de prolonger son temps au pouvoir avec un troisième mandat, alors que ce n'est pas autorisé dans la constitution. Pour ce faire, Sall s'aide de la justice pour éliminer ses opposants : Sonko est jugé pour des faits d'agression sexuelle sur mineur et de menace de mort. Pourtant le procès l'acquitte de ces faits et le condamne pour corruption de la jeunesse. Sauf que le juge ne réclame pas son arrestation immédiate, ce qui soulève des doutes parmi l'opposition, et la conforte dans le fait que le but n'était pas d'obtenir justice pour la victime puisqu'il a été acquitté des faits principaux, mais de l'empêcher de se présenter aux élections. La contestation ne se fait pas attendre : des manifestations émeutières éclatent dans le pays, des bâtiments, magasins et infrastructures publiques sont prises pour cible, dont des entreprises françaises. L'influence économique et politique de la France est restée grande après la décolonisation à cause d'une partie de la bourgeoisie qui continue de vendre le Sénégal à de grosses compagnies françaises, comme Orange qui détient le monopole sur les télécommunications dans plusieurs pays d'Afrique.

► Lire l'article complet paru en ligne « *Le peuple sénégalais se soulève contre la bourgeoisie corrompue et l'impérialisme français* » :



2 CHINE

Des milliers de manifestants ont affronté la police chinoise dans la ville de Nagu, dans le sud-ouest de la Chine. On peut voir dans des vidéos diffusées sur internet des manifestants jeter des bouteilles et des briques sur la police anti-émeute devant la mosquée de la ville. Ces émeutes ont éclaté suite à plusieurs projets de démolition de cette mosquée. La plupart des habitants appartiennent à l'ethnie musulmane Hui, troisième par son nombre en Chine. Dans le cadre de sa répression des minorités nationales en Chine (projet de « sinisation »), le gouvernement bourgeois chinois s'en prend aux pratiques religieuses des Hui. Les habitants de Nagu ont répondu à ces attaques par une série de manifestations qui ont permis de suspendre les travaux. De vastes régions de la Chine sont habitées par des minorités nationales, or ces dernières années, le régime de Xi Jinping a intensifié la persécution des minorités nationales afin de mieux les contrôler. Le chauvinisme Han (ethnie majoritaire) est utilisé pour briser la résistance des nations opprimées en Chine. Des rapports font état de la fermeture d'écoles enseignant l'islam ou la langue arabe,

3 PÉROU

Des autochtones péruviens se sont emparés de deux barges pétrolières sur l'Amazonie pour dénoncer l'impact environnemental de l'exploitation du pétrole, début juin. Les autochtones sont membres du groupe indigène Aidecobap (l'association indigène pour le développement et la préservation du Bajo Puinahua) et les tankers pétroliers pris d'assaut appartenaient à PetroTal, une société pétrolière et gazière canadienne spécialisée dans l'exploitation d'hydrocarbures au Pérou. Les deux barges ont été prises d'assaut à l'aide de pirogues et de jets de cocktails molotov sur une rivière du district de Puinahua, au nord-est du pays. Ils transportaient à eux deux 14 membres d'équipage et 40 000 barils de pétroles. L'action a permis de bloquer le canal et empêcher temporairement l'exploitation du champ de production de pétrole. En mars déjà, des militants autochtones avaient occupé une plateforme pétrolière en Amazonie, afin de dénoncer les dégâts environnementaux causés





à leur territoire par la compagnie pétrolière nationale Petroperu. En novembre 2022, des indigènes de la communauté Cuninico avaient bloqué une rivière et pris en otage 248 touristes présents sur un bateau. Par cette prise d'otage, ils avaient voulu dénoncer et protester contre le déversement de pétrole provoqué par la rupture d'un oléoduc, qui avait entraîné la mort de deux enfants et une femme de leur communauté.

à leur territoire par la compagnie pétrolière nationale Petroperu. En novembre 2022, des indigènes de la communauté Cuninico avaient bloqué une rivière et pris en otage 248 touristes présents sur un bateau. Par cette prise d'otage, ils avaient voulu dénoncer et protester contre le déversement de pétrole provoqué par la rupture d'un oléoduc, qui avait entraîné la mort de deux enfants et une femme de leur communauté.

arborant des drapeaux palestiniens et criant des slogans contre les crimes commis par Israël. Une colonie israélienne il-

légale se trouve à proximité du village et les tirs contre les Palestiniens vivant dans la région sont fréquents. Selon la famille et d'autres témoins, la soirée était calme et les tirs visaient directement l'enfant et son père, qui a été blessé. L'organisation Defense for Children International - Palestine souligne que le meurtre d'enfants est un crime de guerre qui est devenu la norme dans l'armée israélienne. Celle-ci arrête aussi régulièrement des enfants et les envoie devant des tribunaux militaires, où ils sont soumis à la torture et privés de procès « équitables ».

4 PALESTINE

Le gouvernement israélien continue d'opprimer les Palestiniens par tous les moyens. Le 7 juin, un important convoi militaire israélien est descendu à Ramallah, en Cisjordanie occupée, pour détruire la maison d'un prisonnier accusé d'avoir commis un attentat à la bombe. Le seul but de cette opération était d'étendre la punition à sa famille qui vit encore dans la maison. Des centaines de Palestiniens sont descendus dans la rue pour protester. Des jeunes de la région ont lancé des pierres et des bombes à essence sur les forces israéliennes qui ont répondu par des gaz lacrymogènes, des grenades assourdissantes et des balles. Au moins 6 personnes ont été transportées à l'hôpital, dont trois souffrant de blessures par balle. Deux journalistes qui couvraient les événements ont également été blessés, dont l'un gravement, touché à la tête par balle. Il portait un uniforme de presse indiquant clairement qu'il était journaliste. Depuis le début de l'année, les forces israéliennes ont tué au moins 158 Palestiniens, dont 28 enfants. Le 2 juin, l'armée israélienne a tiré une balle dans la tête d'un garçon de trois ans, Mohammad Haytham Tamimi, le blessant gravement, dans le village de Nabi Saleh, près de Ramallah. Il a succombé à ses blessures. Des centaines de personnes se sont rassemblées pour pleurer et protester contre la mort de l'enfant,

5 PAYS-BAS

C'est une arrestation de masse comme on en avait rarement vu : la police néerlandaise a annoncé avoir procédé à plus de 1 500 arrestations de manifestants écologistes à La Haye, le 27 mai. Ces derniers s'étaient réunis à l'initiative d'Extinction Rébellion pour protester contre les subventions accordées à l'industrie fossile. Les militants ont bloqué pendant l'après-midi un tronçon de l'autoroute A12 dans le centre de La Haye. La police les a arrêtés pour des motifs de « vandalisme » et « outrage ». Il s'agissait de la septième action organisée par le mouvement écologiste sur ce tronçon. Une action similaire le 11 mars avait entraîné l'interpellation de près de 700 militants, mais la police néerlandaise vient d'établir un nouveau record ! La répression policière autour des mobilisations écologistes semble s'accroître en Europe : en Allemagne, la police a mené une vaste opération de perquisitions contre le groupe Letzte Generation (« Dernière Génération »), le groupe à l'origine des actions « jet de peinture » sur des tableaux connus. Il leur est reproché la « formation ou soutien d'une organisation criminelle » après avoir levé 1,4 millions d'euros pour entreprendre des actions de désobéissance civile. Au Royaume-Uni, fin avril, deux militants de l'organisation écologiste Just Stop Oil ont été condamnés à des peines atteignant 3 ans de prison pour le blocage d'un axe routier près de Londres. Et dans le même temps, la police de Bruxelles vient d'être condamnée à dédommager 12 militants d'Extinction Rebellion arrêtés puis menottés fin 2019 lors d'un collage d'affiches, avant de subir des fouilles à nu en cellule.



◀ Ayed Abu Amro, combattant pour la libération de la Palestine.

Théorie : À propos des mouvements de libération nationale

À notre époque, celle de l'impérialisme, des guerres et des révolutions, la contradiction principale qui fait bouger le monde est celle qui agite, d'un côté, une poignée de pays exploités, et de l'autre, une majorité de pays opprimés.

Cette situation engendre de nombreuses luttes pour la libération, l'indépendance, l'émancipation de ces pays des chaînes de l'impérialisme. Ce sont les mouvements de libération nationale. Ceux-ci ont lieu essentiellement dans les semi-colonies et les colonies des pays impérialistes. Certains, comme la Palestine, sont devenus des symboles mondiaux.

Qu'est-ce qu'une colonie ? Qu'est-ce qu'une semi-colonie ?

Le développement historique du capitalisme et de l'impérialisme a engendré la domination totale de certains pays sur des peuples et des nations entières. C'est ce que l'on a appelé les colonies. Les exemples les plus connus sont les colonies d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique Latine. À la fin du 19^{ème} siècle, il y a un développement particulièrement féroce des colonies par les pays européens. En France, l'impérialisme a énormément colonisé. Ainsi, l'Algérie ou encore le Vietnam, le Laos et le Cambodge sont des exemples typiques de la colonisation française.

Cependant, tous les pays n'ont pas été totalement colonisés. Pour une partie, comme la

Chine ou bien la Turquie, le pays était formellement indépendant, bien que les puissances étrangères fassent en réalité la loi. C'est ce que les marxistes ont appelé les « semi-colonies », c'est-à-dire un pays à l'indépendance formelle mais dont toute la vie économique, sociale et politique est soumise aux puissances impérialistes.

Sous la pression de la révolution prolétarienne et des mouvements de libération nationale, entre 1945 et 1965, beaucoup de colonies prennent leur indépendance, notamment en Afrique. Certains régimes s'installent avec la collaboration directe des impérialistes français ou britanniques notamment (Maroc, Cameroun...) tandis que d'autres peuples conquièrent leur indépendance armes à la main. L'Algérie est l'exemple le plus célèbre.

Ces pays ont-ils conquis une réelle indépendance ? Force est de constater que l'économie coloniale est restée, et que s'est installée une nouvelle forme de domination, basée sur la compétition entre grandes puissances pour corrompre les élites locales et s'approprier les ressources de tel ou tel pays. La France utilise des bourgeois mercenaires comme Jacques Foccart, pour assassiner et contrôler le Gabon, la Côte d'Ivoire, l'Algérie, Madagascar, la Guinée entre autres. Ce sont donc des semi-colonies.

La différence entre une colonie et une se-

mi-colonie ne réside pas principalement dans l'existence d'un État indépendant, mais dans le fait que le marché d'une semi-colonie est concurrentiel pour les impérialistes, là où le marché d'une colonie est approprié par une seule puissance. Par exemple, le Mali ou bien le Tchad sont aujourd'hui des semi-colonies, là où la Kanaky (Nouvelle-Calédonie) est une colonie française dans l'Océan Pacifique.

Le marxisme et la libération nationale

Aujourd'hui, la majorité de la population mondiale vit dans les pays opprimés. C'est une quantité incroyable de paysans, d'ouvriers, de semi-prolétaires, de petits bourgeois et autres qui ont raison de se révolter contre l'oppression qu'ils subissent de l'impérialisme. Des pays sont pillés et mis en coupe réglée dès qu'ils réagissent face aux pressions impérialistes.

Déjà quand Marx et Engels écrivaient au 19^{ème} siècle, la majorité de la population mondiale vivait dans des pays qui étaient en train d'être soumis par les pays européens qui développaient le capitalisme. L'Inde, par exemple, était une grande puissance manufacturière avant l'invasion britannique qui a détruit son économie. Marx et Engels ont donc parlé du colonialisme et des colonies, en Inde, en Chine, en Perse (actuel Iran), mais aussi en Grèce, en Irlande ou en Pologne.

Lorsque Lénine et les bolchéviks font la révolution en Russie en 1917, l'Empire Russe est une

prison des nations, c'est donc en toute logique que la question nationale est un sujet majeur. Les marxistes reconnaissent aux nations le droit à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit de choisir leur destin indépendamment de la nation qui les opprime. Ainsi, la Finlande obtient par exemple son indépendance de la Russie en décembre 1917.

Dans le contexte de l'impérialisme, Lénine affirme la liaison indéfectible entre les révolutions prolétariennes et le mouvement de libération nationale. Au Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste : « On ne peut donc plus se borner à reconnaître ou proclamer le rapprochement des travailleurs de tous les pays. Il est désormais nécessaire de poursuivre la réalisation de l'union la plus étroite de tous les mouvements émancipateurs nationaux et coloniaux avec la Russie des Soviets, en donnant à cette union des formes correspondantes au degré d'évolution du mouvement prolétarien parmi le prolétariat de chaque pays, ou du mouvement émancipateur démocrate bourgeois parmi les ouvriers et les paysans des pays arriérés ou de nationalités arriérées. »

Lénine lègue également aux communistes des pays opprimés la tâche d'adapter la révolution à leurs pays. Afin de se libérer des montagnes qui pèsent sur ces peuples, l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique¹,

Lénine leur donne dans les années 1920 l'orientation suivante : « *Mais nous voyons qu'ils [les prolétaires des pays européens] ne seront pas victorieux sans l'aide des travailleurs de toutes les nations coloniales opprimées, en premier lieu des nations de l'Est. Nous devons comprendre que la transition vers le communisme ne peut être accomplie par l'avant-garde seule. La tâche consiste à éveiller les masses labo-*

« Les prolétaires des pays européens ne seront pas victorieux sans l'aide des travailleurs de toutes les nations coloniales opprimées »

rieuses à l'activité révolutionnaire, à l'action indépendante et à l'organisation, quel que soit le niveau qu'elles ont atteint; à traduire la véritable doctrine communiste, qui était destinée aux communistes des pays les plus avancés, dans la langue de chaque peuple; à réaliser les tâches pratiques qui doivent être accomplies immédiatement et à rejoindre les prolétaires d'autres pays dans une lutte commune. » (Adresse au Deuxième Congrès des Organisations Communistes des Peuples de l'Orient).

pays dominés par l'impérialisme, par l'importation de capitaux depuis les puissances étrangères, en union avec les classes dirigeantes locales.

Cette vision a, finalement, été prophétique, avec les tempêtes révolutionnaires qui ont agité l'Asie après la mort de Lénine et la victoire de la révolution en Chine. Le Président Mao a scellé l'unité entre les révolutionnaires des pays impérialistes et des pays opprimés quand il a affirmé : « *Nous devons nous unir au prolétariat de tous les pays capitalistes, au prolétariat du Japon, de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de l'Allemagne, de l'Italie et de tous les autres pays capitalistes, avant qu'il ne soit possible de renverser l'impérialisme, de libérer notre nation et notre peuple, et de libérer les autres nations et peuples du monde. Tel est notre internationalisme, l'internationalisme avec lequel nous nous opposons à la fois au nationalisme étroit et au patriotisme étroit. »*

Aujourd'hui, la bourgeoisie impérialiste de différents pays joue un rôle sombre dans les pays opprimés pour se partager leur butin. Les classes dirigeantes de ces pays sur tous les continents, y compris en Europe à l'Est, ont trahi les aspirations de liberté et d'indépendance pour se vendre au plus offrant et maintenir une terrible exploitation. Dans ce contexte, seul le prolétariat peut prendre le pouls des revendications du peuple dans les pays opprimés. Sous sa direction, les masses peuvent faire la révolution et, seulement à ce moment-là, le mouvement de libération nationale peut enfin être victorieux.

¹ Forme de capitalisme qui se développe dans les

Nakba : le désastre qui alimente la flamme de la résistance palestinienne

En 1948, il y a 75 ans, en mai, un grand conflit éclate en Palestine à la fin du mandat britannique. La guerre israélo-arabe fait rage, et c'est le peuple palestinien qui est le premier à souffrir de la déclaration unilatérale de l'État d'Israël sur les terres palestiniennes. On estime que 900 000 Arabes palestiniens ont été chassés de leur terre pendant cette année noire. C'est le début de l'exode d'une partie importante du peuple palestinien, dont une partie fuit à l'étranger. Aujourd'hui, plus de 5 millions de personnes descendent des réfugiés palestiniens.

En Palestine, le départ n'a pas été volontaire ou pacifique. Pour une partie de la petite bourgeoisie des villes, le départ était

au départ temporaire. Mais pour la part, largement plus nombreuse, de paysans cultivateurs et autres ouvriers des villes, le départ a lieu sous la peur des bombes et des balles. La *Haganah* (ancêtre de *Tsahal*, l'armée sioniste) expulse les Palestiniens par dizaines de milliers des villes. Les milices paramilitaires coloniales commettent des dizaines de massacres, comme à Deir Yassin, où 70 % des morts arabes sont des civils et où des prisonniers sont exécutés.

Les dirigeants politiques sionistes deviennent des seigneurs de guerre : Yigal Allon, qui sera Premier ministre dans les années 1960, s'illustre particulièrement. Lui qui avait collaboré avec les impérialistes britanniques contre les révoltes arabes

des années 1930, il organise la chasse de 50 000 palestiniens vers Ramallah et se spécialise dans la « guerre psychologique » pour faire fuir les palestiniens.

Après la guerre, des centaines de milliers de personnes vont encore fuir vers les pays arabes voisins, poussés par la nouvelle administration israélienne. 400 villages sont vidés ou détruits.

Aujourd'hui encore, la Nakba est un symbole fort, commémoré par les Palestiniens du monde entier. Le droit au retour, demandé par le peuple palestinien, est précisément un droit au retour sur les terres saisies dans la guerre de 1948, un droit à revenir s'installer sur la terre dont ils ont été chassés par centaines de milliers par l'occupant.



Symposium International pour Ibrahim Kaypakkaya, en Autriche

Lors du dernier week-end du mois de mai, un *Symposium*¹ international a été organisé par *Partizan*² et soutenu par la Ligue Communiste Internationale³, à Vienne (Autriche). Cet événement avait pour thème les apports du dirigeant fondateur et martyr du Parti communiste de Turquie (TKP/ML), mort il y a 50 ans, torturé par l'armée turque. C'est un événement d'une très grande importance, car il a uni des délégations de douze pays⁴, dont le Pérou, la Turquie

et les Philippines, où les communistes assument aujourd'hui la direction d'une révolution armée dans une Guerre populaire⁵.

Le premier jour du *Symposium*, une marche a eu lieu dans les rues de Vienne avec un grand enthousiasme général. Une large banderole avec l'image de Kaypakkaya a été portée en première ligne, et d'innombrables drapeaux de *Partizan* et de la LCI ont suivi. Au début du *Symposium*, des messages du Comité central du TKP/ML et de la LCI ont été lus, et une minute de silence a été donnée pour les camarades qui ont donné leur vie pour le communisme, notamment Benito Tiamzon et Wilma Austria. Ces deux camarades, torturés et tués par le gouvernement philippin l'été dernier,

étaient respectivement président du Comité exécutif et Secrétaire générale du Parti Communiste des Philippines (CPP). Une banderole à leur effigie, ainsi que les visages des martyrs du TKP/ML, étaient affichés dans la pièce.

La GRCP, plus grand mouvement de masses de l'Histoire humaine

Les sessions de travail ont porté sur l'influence de Kaypakkaya dans différents pays ; ainsi que l'influence de la Grande révolution culturelle prolétarienne (GRCP) et du « Grand débat » dans la lutte anti-révissionniste⁶ mondiale. Moment d'intense lutte des classes, la GRCP est le plus grand mouvement de masses de l'Histoire humaine. Il a marqué, de 1966 à 1976, la mobilisation en Chine pour la poursuite du so-

1 Séminaire ou conférence réunissant des spécialistes d'une question précise.

2 Organisation de masse et organe de presse du TKP/ML.

3 Organisation fondée en décembre 2022, unissant les partis et organisations communistes de 14 pays.

4 Au total des délégations de Turquie, du Brésil, du Pérou, de Suède, de Norvège, d'Espagne, de Finlande, de Colombie, d'Allemagne, d'Autriche, des Philippines et de France ont participé à l'événement.

5 La Guerre populaire prolongée (GPP) est une stratégie militaire formulée par le Président Mao, qui repose sur l'organisation d'un conflit armé prolongé mené par les masses opprimées, dirigées par le Parti communiste, pour faire naître la société socialiste débarrassée de toute exploitation.

6 L'anti-révissionnisme s'oppose aux prétentions de « révision » des bases du marxisme dans le mouvement ouvrier, ici la remise en cause de la révolution par une majeure partie du Mouvement Communiste International, portée par le Parti communiste d'Union soviétique, mais aussi par le PCF en France, qui a sombré dans le réformisme.

cialisme, afin de ne pas laisser le pouvoir à la droite du Parti communiste, souhaitant prendre la même direction que l'Union soviétique voisine. Après la mort du président Mao, la GRCP prend fin brutalement avec le coup d'état de Deng Xiaoping, représentant la droite du parti. Les droits syndicaux sont supprimés, les opposants arrêtés, le nouveau gouvernement mène sa campagne de restauration du capitalisme, avec les résultats qu'on connaît aujourd'hui.

Un contexte de lutte mondiale pour le triomphe du communisme

Partout dans le monde, la GRCP et le « Grand débat » mené entre les partis chinois et soviétique ont eu des retentissements formidables pour la vigueur du mouvement communiste. C'est dans ce contexte, cette lutte mondiale pour le triomphe du communisme, contre l'offensive révisionniste présente alors dans tous les partis communistes, que Kaypakkaya a conduit son parti sur la voie révolutionnaire. La fondation du TKP/ML et de l'Armée populaire des ouvriers et des paysans (la Tikko) en

1972 marque aussi le début de la Guerre populaire dans le pays. C'est dans cette même vague que Charu Mazumdar refonde le Parti Communiste d'Inde en 1969⁷, deux ans après le début de l'insurrection de Naxalbari ; que José-Maria Sison mène le premier grand « Mouvement de rectification » du Parti communiste des Philippines et fonde la Nouvelle armée populaire (NPA) en 1968/1969 ; que le Président Gonzalo reconstitue le Parti communiste du Pérou dans les années 1960-1970 avant l'initiation de la Guerre Populaire en 1980, dix

⁷ Il fonde le Parti communiste d'Inde (marxiste-léniniste), qui sera la principale composante fondatrice du Parti Communiste d'Inde (maoïste) en 2004, dirigeant aujourd'hui la Guerre populaire en Inde.



Cet évènement a uni des délégations de douze pays, dont le Pérou, la Turquie et les Philippines, où les communistes assument aujourd'hui la direction d'une révolution armée dans une Guerre populaire

ans avant le lancement de la Guerre populaire dans le pays. L'évènement s'est conclu dans l'enthousiasme général, avec les slogans : « Vive la solidarité internationale ! » ; « Vive la Guerre Populaire ! ».



Sessions de travail sur l'influence de Kaypakkaya dans différents pays. ►

Clara Zetkin, dirigeante du mouvement ouvrier

Il y a 90 ans, le 20 juin 1933, s'éteignait Clara Zetkin, une dirigeante révolutionnaire ayant passé sa vie à lutter pour le socialisme, que ce soit en Allemagne, en France ou ailleurs en Europe. Partout où elle passa elle participa à la mise en place d'organisations de lutte, de l'Union Suisse des Ouvrières à la 3^{ème} Internationale en passant par le KPD (Parti Communiste d'Allemagne) et une participation au congrès de Tours, menant à la création de la SFIC¹.

Elle naît en Saxe le 5 juillet 1857 et passe la première partie de sa vie à Leipzig, où elle suit des études et obtient un diplôme d'enseignante de langues étrangères. C'est dans cette ville qu'elle fait ses premières armes de militante, dans les milieux féministes bourgeois, et qu'elle est introduite au socialisme. Elle y fait aussi la rencontre de son compagnon, Ossip Zetkin, révolutionnaire Russe en exil, dont elle prend le nom sans pour autant se marier avec lui. À la fin de ses études elle coupe les ponts avec le milieu féministe bourgeois et se rapproche du SAP (qui deviendra le Parti Social-démocrate d'Allemagne), qui est interdit la même année par le chancelier Bismarck. Malgré les lois antisocialistes mises en place, elle continue dans la clandestinité son travail révolutionnaire, notamment au sein du journal *Der Sozialdemokrat* avant d'être expulsée d'Allemagne et de se réfugier en Suisse puis en France, où elle devient correspondante du journal. Elle participe à Paris en 1889 au congrès de création de la 2^{ème} Internationale, y défendant la vision du féminisme prolétarien, et retourne en Allemagne en 1890 lorsque les lois antisocialistes sont levées.

À son retour en Allemagne elle participe à la création d'une section féminine presque clandestine du Parti Socialiste d'Allemagne (SPD), l'adhésion des femmes aux partis politiques

¹ Section française de l'Internationale communiste, future Parti communiste français.

étant interdite jusqu'en 1906. Cette section féminine présente les prémisses de ce qui sera la Première Internationale des femmes socialistes, qu'elle présidera de 1907 à 1917, le pendant féminin de la 2^{ème} Internationale, à travers laquelle elle pousse pour l'intégration des femmes dans la lutte révolutionnaire. Au sortir de la 1^{ère} Guerre mondiale, la révolution allemande de novembre 1918

De sa vie nous retenons l'exemplarité dans la lutte d'une femme dévouée au prolétariat et à la lutte révolutionnaire, toujours à l'avant-garde et n'ayant pas peur de la contradiction

acte le droit des femmes à voter et se présenter aux élections. Clara se présente donc pour devenir députée du Parti Communiste Allemand (KPD), position qu'elle tient de 1920 à 1933 sans interruption. Durant les mêmes années elle est membre de la direction du Komintern (3^{ème} Internationale) de 1921 à 1933 et du comité central du KPD (de 1927 à 1929). Son travail pour le Komintern la conduit à se rendre clandestinement au congrès de Tours en 1920, malgré un dispositif policier spécialement mis en place pour l'en empêcher, afin de lutter contre les lignes réformistes et faire adhérer la SFIC à l'Internationale Communiste.



En 1933, avec l'accession d'Hitler au pouvoir, elle se voit contrainte une nouvelle fois à l'exil, cette fois en URSS, où elle meurt quelques mois plus tard. De sa vie nous pouvons retenir l'exemplarité dans la lutte d'une femme dévouée au prolétariat et à la lutte révolutionnaire, toujours à l'avant-garde et n'ayant pas peur de la contradiction.



Clara Zetkin (à gauche) et Rosa Luxemburg se rendant au congrès du SPD à Magdebourg, en septembre 1910.

Actions en soutien à la Palestine

Nous partageons ici des photos de plusieurs actions qui ont eu lieu en France en solidarité avec la lutte en Palestine, dans un contexte où les attaques contre le peuple palestinien sont fréquentes et les combats acharnés.



PARIS ▲

Manifestation nationale le 18 juin 2023 à Paris pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, plus vieux prisonnier politique révolutionnaire d'Europe.



◀ LIMOGES

Lors d'une journée de formation et de camaraderie, des activistes Limougeauds de la Cause du Peuple et des Jeunes Révolutionnaires ont entre autres réalisé une banderole de soutien à la lutte armée en Palestine.



▲ LYON

Au cœur du quartier des États-Unis, à Lyon, le Comité de Quartier (CPES) a organisé un repas populaire de soutien à la Palestine qui a rassemblé plus d'une centaine de personnes.





Extrait du clip
Ça sent Bon
de Jul.

Jul : depuis Marseille, des milliers de sons pour la classe ouvrière

Jul a sorti le 9 Juin dernier son dernier album *C'est quand qu'il s'éteint ?*. Star du rap marseillais, il est numéro 1 de toutes les plateformes de streaming, cumule des millions d'auditeurs par mois, des hits tout au long de l'année, et est le premier vendeur de rap en France.

Jul, c'est tout d'abord un petit gars de Marseille qui a grandi dans sa cité. Il a enchaîné un BEP vente qu'il a lâché avec le BTP avant de se lancer dans la musique. Au début peu consensuel au vu de la variété de styles qu'il peut maîtriser (autotune, rap bien kické, musiques plus dansantes...), il a su toucher un peu à tout dans son style au fur et à mesure des années. Avec pas moins de 28 albums sortis, le gars sort très peu de son studio et il l'assume : tout pour ses fans et l'amour de la musique ! Son succès n'est plus à remettre en question, avec plus de 8 millions d'auditeurs par mois et 20 disques de platines en seulement 10 ans de carrière. Populaire chez les jeunes comme les plus vieux, il a réussi à se placer numéro 1 dans tous les classements. Sa popularité est principalement due à sa proximité avec ses fans et les jeunes de son quartier, qu'il mobilise ré-

gulièrement pour tourner ses clips. En plus de son lien avec ses fans, quand ils le croisent ou sur les réseaux sociaux, il va encore plus loin et sort de la « compétitivité » du rap français actuellement. Le schéma qui consiste à sortir des hits et monter encore plus dans les classements par les ventes ne l'intéresse pas : il

« 64 ans la retraite, il respecte pas l'peuple le gouvernement »

Entraînement, Jul

pense à ses fans qui n'ont pas les moyens d'acheter ses albums ou payer des abonnements de streaming et sort régulièrement des albums gratuits, tous disponibles sur Youtube !

Le rappeur met aussi beaucoup en avant la culture marseillaise : la beauté de la ville l'Olympique de Marseille, mais aussi les quartiers populaires et la culture rap et hip hop très présente dans la ville depuis des années (avec IAM, la Fonky Family ou encore maintenant SCH et Naps). Ce rap, comme dans toute la France, part des quartiers populaires, de la réalité de leur position dans la société avec la pauvreté, la violence, la drogue, parfois la pri-

son. Jul se sert de son expérience personnelle dans ces quartiers et de celles de ses potes, ses fans depuis 2013 pour raconter ses galères et dénoncer ce que vivent les jeunes autour de lui : « *Je sais que les potos dans le ghetto ils ont tous la haine contre l'État* ». Sa musique il s'en sert, et plutôt bien. En plus de produire des musiques qui font danser une bonne partie de la population, c'est aussi des sons politiques. L'État et la police sont régulièrement visés, et il s'est exprimé plusieurs fois à propos de l'actualité en France en critiquant les politiques antisociales des derniers gouvernements. Pendant le Covid c'était contre le manque de moyens pour l'hôpital public et les soignants ; il avait notamment fait don de 300 000 € aux hôpitaux. Et il y a quelques semaines, avec son dernier album *C'est quand qu'il s'éteint ?*, c'est la réforme des retraites qu'il critique : « *64 ans la retraite, il respecte pas l'peuple le gouvernement* ». Si Jul est au sommet des charts, sans même chercher à l'être, c'est parce qu'il parle à celles et ceux qui constituent la plus large partie de la population en France, les masses populaires.

« C'est pour la classe ouvrière j'en place une pour les mamas qui vont passer la serpillère »

Sous Terre, Jul

L'île Rouge, récit naïf de la décolonisation

Le nouveau film de Robin Campillo, connu notamment pour avoir écrit et réalisé l'excellent *120 battements par minute*, nous délivre le récit des derniers moments de la colonisation de Madagascar du point de vue d'un fils de militaire en poste sur l'île. Un récit qui, au final, n'abordera pas frontalement la question de la colonisation et de la lutte de libération nationale, sauf pour les 5 dernières minutes, y faisant seulement des références si fugaces qu'elles pourraient passer inaperçues.

Nous suivons dans ce film l'histoire des dernières heures de la colonisation à travers le regard de Thomas Lopez, fils d'un adjudant en poste à la base 181 d'Ivato sur la fameuse île rouge, la plus grande île de Madagascar. L'entière du film se passera au sein de cette base,

le reste de l'île étant complètement étranger à Thomas, comme si les militaires habitaient

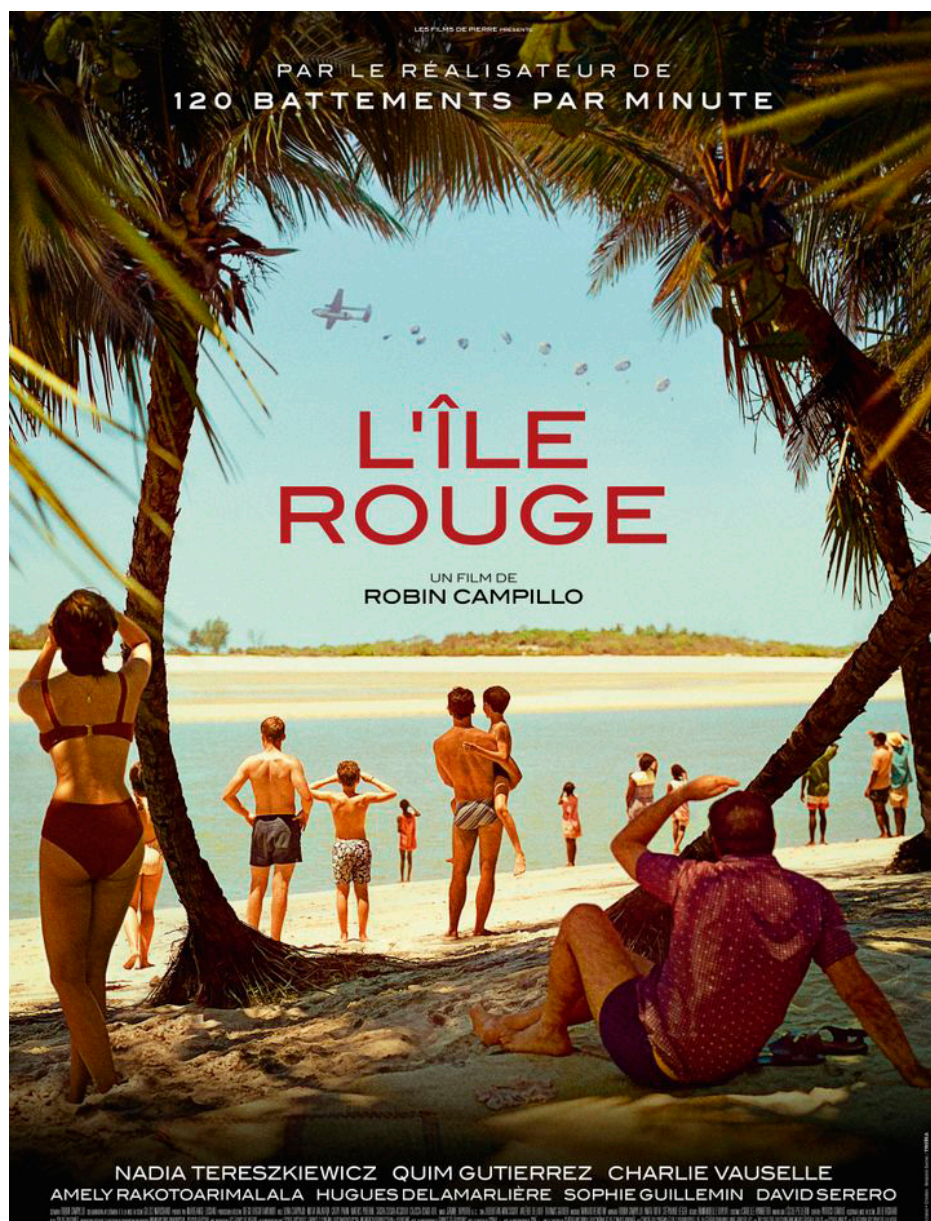
Tout nous montre dans ce film que les autochtones, et particulièrement les femmes, sont vues comme corvéables à merci par les militaires

« une île dans une île ». Le film se déroulant du point de vue d'un enfant dans l'environnement clos d'une caserne militaire, nous n'apprenons

que peu de choses sur la vie et les luttes du peuple malgache pour finaliser le départ des troupes françaises plus de 10 ans après les accords d'indépendance. Cela force le film à concentrer son propos sur la manière dont les autochtones étaient considérés par les forces d'occupation, à travers des anecdotes dans la vie des adultes autour de Thomas. Les autochtones sont vu comme des personnages secondaires, qui doivent être tenus éloignés des colons mais dont l'exploitation est nécessaire pour la vie dans la communauté de la base, que ce soit pour faire le service auprès des officiers ou bien pour replier les toiles de parachutes.

Un des points saillants de *L'île Rouge* est la place des femmes dans la vie des militaires, d'abord du point de vue des adultes blanches autour du jeune protagoniste, petites-bourgeoises oisives mais dépendantes de leurs maris et ne connaissant pas la nécessité. Lorsque les femmes malgaches sont introduites dans le film elles sont présentées comme étant soit des travailleuses soit des prostituées, dans les deux cas au service des militaires de la base. Les membres de la base militaire voient d'un mauvais œil toute interaction avec elles ne rentrant pas dans les cadres de ces deux positions, allant jusqu'à convoquer un exorcisme lorsque l'un d'entre eux entame une relation amoureuse car « elle lui a forcément lancé un sort ». Et lorsque des prostituées se révoltent et passent à tabac des militaires pour des passes impayées, personne ne semble sincèrement s'émouvoir de l'utilisation de chiens comme outil de répression à leur rencontre. Tout nous montre dans ce film que les autochtones, et particulièrement les femmes, sont vues comme corvéables à merci par les militaires.

Ce récit partiel et partiel de la décolonisation montre naïvement les mécaniques d'oppression des peuples colonisés par la déshumanisation et l'exploitation par les colons. Tout est en sous-texte, à deviner, presque caché, jusqu'aux dernières minutes du film, une fois les colons partis, où la parole des Malgaches se libère pour parler – trop brièvement – de la violence de ce qu'ils ont vécu.





Abonnez-vous!

La Cause du peuple lance sa campagne d'abonnements

La Cause du Peuple lance sa campagne d'abonnements ! Il existe différentes formules selon votre situation et vos moyens.

Ces abonnements annuels vous garantissent de recevoir 10 à 12 numéros.

• **Abonnement auprès d'un comité local : 30 €/an**

Rendez-vous auprès de notre réseau de militants dans différentes villes de France pour cette formule.

• **Abonnement postal : 40 €/an**

Cet abonnement comprend une livraison à domicile de chaque numéro.

• **Abonnement de soutien : à partir de 50 €/an**

Cette formule comprend l'envoi à domicile de chaque numéro, et permet en plus au journal de financer son organisation et ses actions militantes.

Pour les abonnements postaux, il est possible de payer par chèque ou par Lydia.

Pour les abonnements auprès d'un comité local, le paiement s'effectue en espèces.

Pour l'abonnement postal et l'abonnement de soutien, écrivez-nous à cdp.abonnements@protonmail.com en précisant votre adresse (voirie, numéro, commune et code postal) et numéro ou nom de boîte à lettres, ainsi que la formule d'abonnement souhaitée.